

# NEWSLETTER

MERCREDI 03 AVRIL 2019 | **ACTUALITÉS - ÉCONOMIE/BUSINESS**

#N°5



**I NEWS RDC**



**I NEWS INTERNATIONALES**



**I ACTU DES MEMBRES/CCIFC**





## Accès à l'énergie : la BAD alloue 20 millions \$ à un programme de production d'électricité grâce aux énergies renouvelables

Les fonds soutiendront un programme d'électrification par mini-réseaux fonctionnant grâce aux énergies renouvelables des villes d'Isiro, de Bumba et de Genema qui jusque-là ne sont pas raccordées au réseau électrique national.

### Accélération de l'accès à l'énergie

Selon la banque, ce projet-pilote permettra l'implantation de plusieurs mini-réseaux d'une capacité de production électrique comprise entre 3 et 10 MW. Ces installations alimenteront 21 200 ménages et 2 100 petites entreprises et bénéficieront à au moins 150 000 personnes.

Le projet permettra l'accélération de l'accès à l'énergie dans le pays dont le taux d'électrification est d'environ 10 %, selon l'institution. En effet, seul 1 % de la population rurale a accès à l'électricité, un chiffre qui passe à 35 % pour les villes.

« Ce projet innovant démontrera, nous l'espérons, la viabilité et l'intérêt pour le secteur privé de financer ce type de mini-réseaux ; ce qui permettra de donner naissance à un marché de mini-réseaux électriques sur le continent. Nous espérons répliquer ce modèle une fois que le pilote aura fait ses preuves », a affirmé Amadou Hott, le vice-président de la BAD chargé de l'électricité, de l'énergie, du changement climatique et de la croissance verte.



Amadou Hott, le vice-président de la BAD chargé de l'électricité, de l'énergie, du changement climatique et de la croissance verte

Source : Gladys Johnson Akinocho

## La production nationale va pâtir des effets de la décision des géants d'Asie

Le Conseil international tripartite du caoutchouc qui regroupe l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie, réduira ses expéditions de 240 000 tonnes sur 4 mois à partir du mois d'avril 2019. La RDC qui comptait parmi les grands producteurs jusque dans les années 1970, n'est plus que l'ombre de sa gloire d'antan.

Les États membres du Conseil international tripartite du caoutchouc (ITRC) représentent près de 70 % du marché mondial du caoutchouc. La République démocratique du Congo en a fourni jusqu'à 35 % de l'offre mondiale. Hélas, ce n'est plus que du jadis. Le pays devrait subir les effets de l'ukase de trois États de l'Asie du Sud-Est à l'image de la Côte d'Ivoire qui en a déjà fait les frais. Août-septembre 2018, cinquième fournisseur de caoutchouc naturel de la Chine, la Côte d'Ivoire a peiné à trouver un navire pour évacuer sa production.

La plupart des navires qui transportent du caoutchouc africain appartiennent, en effet, à des entreprises liées des États de l'ITRC. Quelque 20 000 tonnes de caoutchouc naturel brut issu d'hévéas resteront longtemps bloquées dans les ports ivoiriens de San Pedro et Abidjan au motif fallacieux trouvé par des armateurs, le caoutchouc ivoirien est trop sale. La Côte d'Ivoire est le premier producteur africain de caoutchouc et selon les estimations, le secteur fait vivre plus de 160 000 planteurs. Qui ont dit se plier au diktat de l'ITRC pour survivre et sauver leur boulot.

D'après les experts, le trio Indonésie, Malaisie et Thaïlande aurait unilatéralement, en février dernier, fixé un programme de tonnage d'exportation convenu (AETS), en pratique, une stratégie à court terme visant à faire remonter le prix du caoutchouc naturel à la suite de la dégringolade intervenue en novembre 2018 à la Tokyo Commodity Exchange (TOCOM), place de référence de négoce du caoutchouc. Pour l'ITRC, le caoutchouc était à son niveau le plus bas en plus de deux ans en raison du trop-plein du marché mondial.

### Désengagement de l'État

En RDC, la production du caoutchouc a repris dans les anciennes provinces de l'Équateur et de la Province Orientale, quelques années après le désengagement total de l'État de toutes les entreprises du secteur sans toutefois se rassurer des repreneurs. Une vingtaine de milliers d'hectares de plantations d'hévéa se retrouvent à ces jours envahis par la brousse dans le territoire d'Opala, à environ 260 kilomètres au Sud-ouest de Kisangani (Province Orientale).

Plusieurs autres hectares de plantations sont aujourd'hui enfouis dans la brousse à Mayoko, Likiri, Lefera et Senga, etc. Cette situation résulte notamment du manque d'investisseurs et aussi des moyens d'évacuation du produit de cette culture, qui constituait l'ossature économique de la région pendant la période coloniale. La production de la Société industrielle et agricole au Congo (SIAC) dans la province du Sud-Ubangi est en partie expédiée vers Kinshasa et une autre partie est exportée via le Cameroun.

À Ikela, dans l'ex-province Équateur, c'est la voie d'évacuation du caoutchouc qui pose problème surtout lors de la longue saison des pluies. Bien souvent, les producteurs proposent un lieu de vente qui n'arrange pas toujours les acheteurs. Toutefois, des exploitants, regroupés en coopératives, ont tenté, sans succès, de relancer leurs activités avec le concours de l'entreprise Lobi Congo. La région connaît actuellement une ruée d'exploitants chinois, apparemment méconnus des services publics. Il sied de noter que le prix des caoutchoucs africains est moins cher que la moyenne du prix payé par la Chine, toutes origines confondues.

Selon la Commission nationale des mercures du ministère du Commerce extérieur, le cours du caoutchouc devrait rester sur le marché international, au prix de 1,62 dollars le kilo, grâce à la demande chinoise. En dépit de la demande accrue de la Chine en caoutchouc naturel, il s'observe une certaine tendance au recours au caoutchouc synthétique à travers le monde.

En RDC, l'absence des prévisions des recettes des articles et ouvrages en caoutchouc synthétiques, en régime intérieur, dans le budget 2019, voudrait tout simplement signifier qu'il n'existe plus d'entreprise qui exploite le caoutchouc. Pourtant en 2016 et 2017, les réalisations ont respectivement été de 17 599 951 FC et 36 362 486 FC et la projection à fin 2018, à 1 132 214 FC. Les prévisions desdits articles mais importés se chiffrent à 271 031 707 FC, contre 482 777 352 FC en 2016, 429 294 067 FC en 2017, et 374 398 078 FC réalisations projetées à fin décembre 2018. Depuis, tous les articles et ouvrages en caoutchouc synthétique proviennent de l'étranger, particulièrement de la Chine pour des produits neufs ainsi que de la France et de la Belgique pour des occasions. Caoutchouc synthétique

Mais les produits chinois ne sont pas toujours de bonne qualité et sont de moins en moins préférés aux occasions européennes. Il s'agit particulièrement des pneumatiques. Le secteur dépend, pour trois quarts de sa production, de l'industrie automobile. Le reste est utilisé pour des demi-produits (mélanges, feuilles, plaques...) et des produits finis (tuyaux, joints, bottes, têtes...). La Direction générale des douanes et accises (DGDA) compte réaliser près de 10 milliards de nos francs sur les importations d'ouvrages en caoutchouc synthétique en 2019.

Mais la douane n'a pas cependant pu atteindre ses assignations globales pour 2017, soit quelque 7 milliards de francs (7 008 300 547 FC). Ces recettes en baisse continue sont notamment la conséquence de graves défaillances dans la prise en charge des marchandises, ont relevé des experts de la DGDA, lors de la dernière conférence des directeurs généraux et provinciaux de la douane en vue de mûrir les stratégies pour atteindre, sinon dépasser les assignations de 2018. Parmi les stratégies retenues, il y a le renforcement du contrôle a posteriori et de régularité des opérations de dédouanement, le contrôle de la destination et de la mise en œuvre des marchandises exonérées. Mais le plus dur reste à faire, d'après les observateurs, la gestion des postes frontaliers et des postes frontières où, les services de l'État autorisés à y prêter ont, en permanence, maille à partir avec des éléments des forces armées et de services de renseignement.

Le gouvernement congolais a, d'ailleurs, reconnu, en 2018, que « des résistances ont été observées ici et là dans l'application de l'ordre opérationnel limitant à 4 le nombre des services pouvant intervenir aux postes frontaliers ». Cependant, Lambert Mende Omalanga, le ministre sortant de la Communication et des Médias et porte-parole du gouvernement, a soutenu que des « mesures réglementaires et pratiques ont été adoptées par le Conseil des ministres pour y pallier ». L'application intégrale du décret n°036/2002 du 28 mars 2002 désignant les services habilités à œuvrer aux frontières a déjà fait l'objet d'une question orale avec débat à l'Assemblée nationale.

Les recommandations des élus qui en sont découlées, plus de trois ans après, n'ont guère connu un début d'exécution. Des éléments des forces armées, par exemple, se retrouvent toujours aux postes frontaliers.



Il nous revient qu'à Lufu, par exemple, des cargaisons des pneus entrent frauduleusement... sous bonne escorte. Autres zones d'entrée des articles et ouvrages en caoutchouc synthétique, ce sont des villes frontalières avec l'Ouganda, à l'Est de la RDC, Mahaghi-Port, Aru, Kasindi, etc. Au pays cependant, la transformation locale du caoutchouc n'est plus que de l'histoire ancienne. Les succursales de Goodyear, Michelin, etc. ont toutes fermé, victimes des pillages de triste mémoire des années 1991 et 1993.

Source : POLD LEVI

## La vice-présidente de la JICA en visite officielle à Kinshasa

Dans la perspective de la 7<sup>e</sup> conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), Nobuko Kayashima conduit une délégation de l'Agence japonaise pour la coopération internationale en séjour dans la capitale congolaise du 20 au 23 mars.

SELON un communiqué de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) publié à Kinshasa, Nobuko Kayashima, la vice-présidente de cette agence et en charge de la Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD), assistera le 22 mars au séminaire final dédié au Plan directeur de transport urbain de la ville de Kinshasa. Sa mission de travail consistera également à évaluer la situation actuelle et les besoins de coopération entre la République démocratique du Congo et l'empire du Japon. Ensuite, elle aura des entretiens avec des officiels congolais pour faire le point justement de la coopération bilatérale et préparer la 7<sup>e</sup> conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD7), prévu du 28 au 30 août prochain dans la ville de Yokohama, considérée comme la « ville japonaise la plus proche de l'Afrique ».

### Raffermir les échanges

Initiée en 1993, la TICAD est une conférence internationale sur le développement de l'Afrique, dirigée par le gouvernement japonais, en coopération avec les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine. Parmi les participants figurent des dirigeants de pays africains et des représentants d'organisations internationales. C'est pour la 3<sup>e</sup> fois que la ville de Yokohama va accueillir cette conférence, après 2008 et 2013, dans la perspective de renforcer les relations de coopération et d'échange avec les pays africains. « Yokohama a travaillé avec les pays africains pour trouver des solutions aux problèmes, en particulier ceux liés à l'approvisionnement en eau, à la logistique des ports et à la gestion

des déchets, en partageant l'expérience et l'expertise acquises dans le processus de résolution de ses propres problèmes d'urbanisation, tels que des infrastructures et des infrastructures insuffisantes, des dommages environnementaux résultant d'une croissance démographique rapide... », fait-on remarquer. Fumiko Hayashi, le maire de Yokohama, avait proposé à la TICAD-V en 2013, par exemple, de travailler à la promotion de la carrière des femmes et à la création de réseaux d'entreprises en coopération avec la JICA. Depuis lors, un programme d'échange pour les femmes d'affaires africaines et de Yokohama s'enracine. Des femmes d'affaires africaines se rendent chaque année dans la ville pour échanger avec des femmes entrepreneurs. Pour promouvoir la compréhension internationale, les représentants des ambassades africaines sont invités dans les écoles primaires et secondaires de la ville dans le cadre du projet « Une école, un pays » avec l'Afrique, où ils approfondissent la compréhension de l'Afrique en présentant leurs pays et en interagissant avec les étudiants. La ville a également soutenu l'expansion d'entreprises locales sur les marchés africains en leur proposant des séminaires d'entreprise et en les aidant à accepter des jeunes africains en tant que stagiaires, par le biais de programmes tels que l'initiative africaine Business Education for Youth (initiative ABE). Le maire Hayashi souhaite vivement que Yokohama contribue à la TICAD espère sincèrement que le Japon pourra renforcer davantage ses liens avec les pays africains par le biais d'échanges et de projets.

Pour rappel, la 6<sup>e</sup> édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique s'était tenue du 27 au 28 août 2016 pour la première fois en Afrique, précisément à Nairobi au Kenya. La

décision d'organiser la TICAD-VI sur le continent africain démontre à quel point l'appropriation par l'Afrique de son destin et par conséquent du processus de TICAD est en croissance constante. Cette prise en main effective de sa destinée est cher aux cœurs des États africains mais est tout aussi importante pour les partenaires de TICAD, y compris les organisations internationales dont le Système des Nations Unies, les organisations régionales telles que les Communautés économiques régionales africaines (CER) et l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), la société civile et le secteur privé. Lors du sommet TICAD-VI, les États africains et les partenaires de TICAD ont été représentés au plus haut niveau. La conférence était arrivée à point nommé puisque 2016 a été la première année de mise en œuvre du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, ainsi que du premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. Les discussions ont porté principalement sur des questions auxquelles l'Afrique a dû faire face depuis la TICAD-V, à savoir l'industrialisation, la santé et la stabilité sociale. Par ailleurs et afin de prendre en compte le rôle croissant du secteur privé dans la promotion du développement socio-économique, TICAD-VI avait mis en avant le secteur privé tant africain que japonais.

### Acteur clé du développement

On retiendra utilement que la TICAD facilite et encourage un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et les partenaires au développement de l'Afrique sur des questions relatives à la croissance économique, au commerce, à l'investissement, au développement durable, à la paix, la stabilité et la sécurité ainsi qu'à la bonne gouvernance. En plus de la coopération traditionnelle, TICAD encourage activement la coopération Sud-Sud et triangulaire. L'Afrique dispose d'abondantes réserves de pétrole, de gaz naturel, de métaux rares et d'autres ressources naturelles. La population du continent devrait augmenter de 50 % au cours des 20 prochaines années pour atteindre 1,56 milliard

d'habitants. Depuis 2000, les économies africaines enregistrent un taux de croissance annuel moyen de 5 %. La population en âge de travailler devrait atteindre 1,4 milliard d'ici 2050 et surpasser celle de la Chine et de l'Inde. Avec l'essor de l'exploitation des ressources, es observateurs prédisent l'avènement d'un « siècle africain » au cours des prochaines années.

Le Japon est l'un des acteurs clés du soutien au développement économique de l'Afrique. La déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique, adoptée lors de la TICAD-I, a de nouveau placé l'Afrique et son développement au centre de l'agenda international. Dans une période d'afro-pessimisme grandissant où commençait à se répandre l'idée que l'Afrique ne pourrait jamais se développer, quel que soit le montant de l'aide, l'initiative du Japon, en tant que l'un des plus grands donateurs, a été cruciale pour maintenir le niveau de l'aide.



Source : DAVID LUYEYE



# Glencore prévoit de réduire sa production de cuivre et cobalt en RDC

Selon le Wall Street Journal qui a rapporté l'information, la décision est provisoire, juste le temps pour le géant minier d'examiner une nouvelle méthode d'extraction dans Mutanda Mining, sa plus grande mine en République démocratique du Congo.

UNE BAISSÉ de production implique la suppression de quelque 2 000 postes de travailleurs auxiliaires dans Mutanda Mining (MUMI), la plus grande mine de Glencore en République démocratique du Congo, selon le Wall Street Journal. Qui note, citant une source proche du dossier que pour près de la moitié de ces employés, le contrat arrive à échéance, tandis que pour les autres, les contrats ont été dénoncés. Officiellement, le géant minier n'a pas fait de commentaire. Il y a quelques jours, des rumeurs avaient déjà couru, sans citer de chiffre concret du nombre de suppressions d'emploi.

Wall Street Journal a indiqué que les employés à plein temps ne sont pas concernés par les mesures envisagées à la suite de la réduction de production de cuivre et cobalt. Au total, à pleine capacité, la mine de Mutanda emploie près de 7 500 collaborateurs. Les activités de Glencore en RDC ont fait l'objet de critiques. Accusé notamment d'avoir collaboré avec Dan Gertler, l'homme d'affaires israélien, qui se trouve sur la liste des sanctions des États-Unis depuis 2017 en raison de reproches de corruption.

## L'année 2018 en chiffres

En 2018, Glencore, qui, en plus de MUMI, exploite deux autres mines en Afrique, a produit 410 700 tonnes de cuivre et 38 400 tonnes de cobalt, en hausse respectivement de 72 % et 61 %. La multinationale zougnoise (canton de revendique un exercice 2018 record en termes d'excédent d'exploitation et promet de continuer à choyer ses actionnaires. Cependant, le géant minier voit fondre son bénéfice net à 3,41 milliards de dollars.

La rentabilité nette du groupe minier et négociant en matières premières a été plombée par des amortissements sur deux sites d'extraction de cuivre en Afrique.

Le bénéfice net a fondu de 41 %, après déduction d'amortissements à hauteur de 1,4 milliard sur les sites de Mopani (Zambie) et de Mutanda (RDC).

La base de comparaison en 2017 avait en outre profité de 1,3 milliard de gains exceptionnels tirés de désinvestissements, rappelle le compte-rendu d'activités publié le 20 février. Par ailleurs, l'excédent opérationnel (Ebitda) ajusté a progressé de 8 % à 15,77 milliards, porté essentiellement par les activités industrielles (+15 % à 13,3 milliards). Le produit ajusté du négoce (Ebit), par contre, s'est érodé de 17 % à 2,4 milliards. L'endettement net a été creusé à 14,71 milliards, contre encore 10,22 milliards fin 2017.

Les actionnaires pourront compter sur un dividende inchangé de 20 cents par action, représentant un total de 2,8 milliards de dollars. La direction lance parallèlement un nouveau programme de rachat d'actions, doté de 2 milliards supplémentaires et qui parviendra à échéance en fin d'année et promet d'agréments encore la rémunération de son actionariat avec le produit estimé à 1 milliard de la cession d'activités considérées comme annexes.

Source : BEF AVEC LES AUTRES



## Combien pèsent les sociétés des télécoms dans les finances publiques ?

Au T3 2018, le marché de mobile money a généré quelque 18 millions (plus exactement 18 069 348) de dollars, rapporte le régulateur national de la poste et des télécommunications (ARPTC). Qui note un accroissement de 12,87 %, par rapport au T2 2018 (16 008 625 dollars), contre 11.2 millions (11 264 973) de dollars au T3 2017.

DEUX SOCIÉTÉS de téléphonie cellulaire, Vodacom et Orange, contrôlent à elles seules plus de trois quarts du marché de mobile money. Au T3 2018, leurs parts du marché ont été de 45,81 % pour Vodacom et 40,04 % pour Orange, selon un récent rapport de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo (ARPTC). Airtel et Africell ferment la boucle, respectivement avec 14,11 % et 0,04 % des parts du marché.

Dans l'ensemble, les quatre sociétés des télécoms ont réalisé quelque 337 millions de dollars au T3 2018, dont 18,06, millions pour le mobile money, soit à peine 5,35 %. Par rapport à la même période en 2017, l'ARPTC indique une augmentation de 3,19 %, soit de 326,7 millions à 337,13 millions de dollars. Cette hausse du revenu global s'accompagne aussi de celle du revenu moyen par abonné de 2,66 %, soit de 3,05 à 3,13 dollars par mois.

Ces données sont fournies par l'observatoire de l'ARPTC sur le trafic des appels, SMS, internet et mobile money en République démocratique du Congo. On retiendra utilement que ces quatre opérateurs réseaux ont plus de 36,27 millions d'abonnés, contre 35, 42 millions. Selon le régulateur national, au T3 2018, il y a eu accroissement de ce nombre de 2,39 %, avec un taux de pénétration mobile de 41 %.

Le volume de trafic voix (entrant et sortant) est de 4,28 milliards de minutes, soit un accroissement de 7,92 %, tandis que le total des SMS est de 4,60 milliards, soit une hausse de 17,54 %. Les souscriptions aux services d'internet mobile sont évaluées à 13,55 millions, soit une hausse

de 0,31 % et à 7,48 millions pour les services de mobile money, soit une hausse de 2,51 %.

Quant aux tarifs planchers des services de détail On-Net et Off-Net, ils sont restés inchangés, respectivement 0,061dollar par minute et 0,088 dollar par minute. Les tarifs moyens pratiqués par les opérateurs sont évalués autour de 0,099 dollar par minute pour les services On-Net et 0,113 dollar par minute pour les services Off-Net.

### Assignation budgétaire

Pour l'exercice 2019, le secteur des télécoms devra générer plus de 95 millions de dollars de revenus pour le compte du Trésor public, au titre des droits d'accises, selon le ministère du Budget. En 2018, les recettes dans le secteur des télécoms étaient évaluées à 256 880 625 644 CDF, tandis qu'en 2017, le budget ces recettes étaient évaluées à 156 880 625 644 CDF, contre une réalisation de 118 098 353 682 CDF. C'est la Direction générale des douanes et accises (DGDA) qui perçoit les droits d'accises pour le compte du Trésor public. Entretemps, à l'issue de la réunion interinstitutionnelle du 1er février, il a été décidé de rapporter la mise en œuvre du contrat entre le gouvernement et la société African General Investment Limited (AGI) portant sur le contrôle des flux téléphoniques. Au terme de ce contrat, les prix des appels, SMS et internet devaient flamber de 60 % et la pression fiscale de 27 %, selon des experts.

Source : DAVID LUYEYE



## ARCA octroie l'agrément à 6 sociétés d'assurances

L'octroi d'agrément et autorisations matérialise non seulement l'effectivité du processus de libéralisation du secteur des assurances en RDC mais également celle de la vision et de la stratégie de l'ARCA.

Ces propos qui résument les objectifs de l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances (Arca), sont du directeur général a.i de l'ARCA, Alain Kaninda, qui a annoncé, au cours d'une conférence de presse ce jeudi 28 mars, à Kinshasa, l'octroi d'agrément et d'autorisations à 6 sociétés dont 4 d'assurances et 2 de courtage.

Activa Assurance RDC, Société financière d'assurance Congo (SFA Congo), Rawsur SA et Rawsur life SA, sont les 4 sociétés agréées en qualité de sociétés d'assurances. Les deux autres dites "société de courtage d'assurances" sont Allied Insurance Brokers SARL (AIB) et Gras Savoye RDC, puisque c'est d'elles dont il est question deviennent les premières sociétés privées d'assurance devant opérer légalement en République démocratique du Congo.

Selon Alain Kaninda, la décision de l'octroi d'agrément et autorisations à 4 sociétés d'assurance et 2 sociétés de courtage d'assurance est prise conformément aux prescrits du Code des assurances et des règlements de l'Arca, par son conseil d'administration, réuni le mercredi 27 mars 2019, après analyse minutieuse des dossiers des soumissionnaires.

« Pour qu'ils commencent à travailler, c'est une question peut être d'un ou deux jours. Le temps de transmettre les documents administratifs leur indiquant qu'ils ont reçu agrément. Dans un ou deux jours, ces sociétés auront pleinement droit de développer et déployer leurs activités sur l'étendue du territoire national », a ajouté le DG de l'ARCA.

a été instituée en exécution du décret n°16/001 du 26 janvier 2016. Dans sa mission, l'Arca veille à la protection des droits des assurés et des bénéficiaires des contrats d'assurances, à la solidité de l'assise financière des entreprises d'assurances et de réassurance, ainsi qu'à leur capacité à honorer leurs engagements.



Noter que l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances (Arca)

Source : [mediacongo.net](http://mediacongo.net)



## Kenya: rencontre entre le président français et son homologue de RDC

**Emmanuel Macron et Félix Tshisekedi se sont finalement rencontrés au Kenya. Les présidents français et congolais ont partagé mercredi 13 mars au soir un dîner avec leur homologue kényan, à Nairobi. Une rencontre tripartite qui n'était pas prévue mais les trois hommes ont voulu aller de l'avant.**

Les élections contestées en RDC restent dans les mémoires « mais il faut avancer », dit-on à l'Elysée. Emmanuel Macron et Uhuru Kenyatta, visiblement sur la même longueur d'onde, ont demandé à leur homologue congolais de prendre son indépendance vis-à-vis de l'ancien président Joseph Kabila, au moment où on attend toujours la nomination d'un premier gouvernement. « Il faut un cabinet d'ouverture, qui donne de la place à l'opposition et aux camps de Martin Fayulu et Moïse Katumbi notamment », indique une source diplomatique.

Etant donné le caractère toujours contesté de la présidentielle congolaise, les partenaires de Kinshasa demandent des gages de bonne volonté à Félix Tshisekedi. Vis-à-vis de l'Union européenne, c'est notamment la réouverture de la Maison Schengen. Elle avait fermé en février 2018 à la demande du ministre congolais des Affaires étrangères de l'époque, Léonard She Okitundu. On était alors en pleine crise diplomatique entre le Congo et la Belgique. Or, cette représentation consulaire, gérée par Bruxelles, était commune à 17 pays et délivrait des visas européens aux Congolais. Elle a finalement rouvert début mars à la demande d'Etienne Tshisekedi, et les Européennes espèrent que ça va durer.

Autre gage demandé : concernant la Monusco. Le mandat de la force

onusienne en RDC doit être renouvelé ce mois-ci. « Il faut un dialogue avec l'ONU pour savoir quel rôle elle jouera dans l'avenir. C'est une préoccupation majeure », dit-on à l'Elysée, citant la situation dans l'Est, à Beni, ou encore l'épidémie Ebola. Visiblement, Félix Tshisekedi a écouté ses partenaires, mais n'a pas fait de promesse. « Le président congolais a des équilibres compliqués à respecter », explique la présidence française.



Source : RFI



## Le contexte international est très délicat pour le pétrole

À New York, les cours de l'or noir ont clôturé en ordre dispersé jeudi 14 mars, tirillés entre les inquiétudes liées aux économies chinoise et britannique, et un rapport américain sur les stocks favorable la veille.

LE BARIL de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a fini à 67,23 dollars jeudi 14 mars à Londres, en baisse de 32 cents par rapport à la clôture de mercredi. À New York, le baril de WTI (West Texas Intermediate) pour le contrat d'avril a gagné 35 cents à 58,61 dollars. « Le cours du Brent est souvent plus réactif à l'actualité internationale tandis que le WTI réagit aux données économiques des États-Unis », a observé John Kilduff d'Again Capital. « Nous observons le retour des inquiétudes économiques en Chine et de la situation actuelle sur le Brexit comme motifs d'inquiétude qui se transmettent au cours du Brent », a ajouté ce spécialiste. Le cours du pétrole recule car ces situations font craindre une croissance moins soutenue et donc une demande moins élevée en brut à l'avenir.

S'agissant de la Chine, la production industrielle s'est tassée sur les deux premiers mois de 2019. Concernant le Brexit, l'avenir s'annonce flou pour le Royaume-Uni malgré l'approbation la semaine dernière par les députés d'une motion prévoyant un report de la sortie de l'Union européenne (UE). Le cours du Brent peinait également à reprendre le chemin de la hausse alors que selon l'agence Bloomberg, la rencontre entre Donald Trump, le président américain et Xi Jinping, son homologue chinois, a été repoussée au mois d'avril au plus tôt.

« Le marché espérait, peut-être un peu naïvement, qu'une forme d'accord serait trouvée à court terme » concernant la guerre commerciale, a expliqué Chris Beauchamp, analyste pour IG.

Le pétrole coté à New York a de son côté été soutenu par un rapport publié la veille par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks américains. Les réserves américaines de brut ont reculé de 3,9 millions de barils la semaine dernière, selon ce rapport. « La chute des exportations vénézuéliennes a eu un effet direct sur les stocks américains », a estimé Tamas Varga, analyste de PVM. Le Venezuela, comme l'Iran, subit des sanctions des États-Unis qui empêchent une partie de la production de ces pays de rejoindre le marché mondial.

Le rapport mensuel de l'OPEP

Dans son rapport mensuel publié jeudi 14 mars, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a baissé sa prévision de demande mondiale pour ses bruts cette année, tout en préparant le terrain à une prolongation de son accord d'encadrement de la production, qui soutient les cours depuis le début de l'année. L'ouverture hésitante de Wall Street et des statistiques décevantes en Chine ont aussi pesé sur la tendance

après la forte hausse de la veille en réaction à l'annonce d'une baisse surprise des stocks aux États-Unis.

« Après la belle séance de mercredi, le marché voulait probablement plus de certitudes pour atteindre le palier suivant et il ne les a pas », commente Phil Flynn, analyste chez Price Futures Group à Chicago. « Le marché boursier ne les apporte pas et ce n'est pas non plus le cas du rapport de l'OPEP, qui a du bon et du moins bon ». Les cours du pétrole divergeaient donc en cours d'échanges européens, proches de leur plus haut en quatre mois alors que les investisseurs s'inquiètent des perturbations de la production dans plusieurs pays, notamment en Iran et au Venezuela.

« La chute des exportations vénézuéliennes a eu un effet direct sur les stocks américains », a estimé Tamas Varga, analyste de PVM. Au même moment, les autres membres de l'OPEP continuent de limiter volontairement leurs extractions. La production totale de l'OPEP a encore reculé de 221 000 barils par jour à 30,549 millions de barils par jour (mbj) en février, selon des sources secondaires (indirectes) citées par l'organisation dans son rapport mensuel. Plus de la moitié de cette baisse est attribuable au Venezuela, où la production a chuté de 142 000 barils par jour par rapport à janvier.

#### La pression américaine

Des cours élevés sont bons pour les exportateurs mais pas pour Donald Trump, le président américain, qui a clairement indiqué qu'il voulait que les prix de l'essence restent bas. La pression de la Maison Blanche

avait joué sur la décision de l'OPEP, mi-2018, d'assouplir son accord de baisse de production, ce qui avait participé à la dégringolade des cours au deuxième semestre et à un nouveau durcissement des objectifs de production en décembre.

Dans l'ensemble, les perspectives pour le pétrole sont encourageantes (...) en raison de la baisse du nombre de puits en activité en Amérique du Nord et des espoirs que la Chine augmente sa demande pour approvisionner ses projets d'infrastructures. Toute baisse du dollar rend en outre le baril, libellé en billet vert, plus attractif pour les investisseurs munis d'autres devises, ce qui augmente la demande et pousse les cours vers le haut. Si on ajoute à cette situation les efforts importants effectués par l'OPEP (pour réduire son offre) et la chute continue de la production au Venezuela, certains courtiers commencent à devenir un peu nerveux et à se demander si l'offre peut continuer à répondre à la demande. D'autres analystes s'inquiètent de voir les exportations iraniennes, elles aussi sous le coup de sanctions de Washington, diminuer de nouveau. Mike Pompeo, le secrétaire d'État américain, a réaffirmé que les États-Unis voulaient réduire les exportations iraniennes à zéro aussi vite que possible, précisant que son équipe travaillait à faciliter les exportations de pétrole à partir des États-Unis, a rapporté l'agence Bloomberg. « L'administration américaine ne s'embarrasse pas de débats sur la qualité du pétrole et semble penser que le monde peut facilement remplacer le brut lourd du Venezuela et de l'Iran avec les pétroles légers des États-Unis », a cependant souligné Olivier Jakob, analyste chez Petromatrix.

*Source : BEF AVEC LES AUTRES*





**INTERNATIONAL**

## Conférence annuelle des ministres africains des Finances à Marrakech : Il est temps que l'ONU et l'Union africaine abordent de manière cohérente les priorités

L'Union africaine déclare 2019 comme l'année des « Réfugiés, rapatriés et personnes déplacées internes : Vers des solutions durables au déplacement forcé en Afrique ». Une vision qui, selon les experts, peut être réalisée lorsque les institutions opérant en Afrique travailleront ensemble pour garantir une cohérence et une complémentarité dans la mise en œuvre des projets de développement.

Les hauts fonctionnaires des Nations Unies et de l'Union africaine se sont rencontrés lors de la réunion du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (MCR-Afrique) pour examiner les moyens mis en place pour harmoniser les efforts et mieux coordonner les solutions qui permettront de relever les défis auxquels sont confrontés les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées.

Le MCR-Afrique, d'un organe consultatif à un mécanisme conjoint UA-ONU

La réunion de deux jours se tient les 23 et 24 mars 2019 en marge de la cinquante-deuxième session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique, à Marrakech, au Maroc.

Le MCR-Afrique est une plate-forme permettant au système des Nations Unies d'apporter son appui à l'Union africaine et ses organes à mettre en œuvre les priorités de développement du continent.

Amina J. Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, souligne l'urgence de remédier de manière coordonnée aux causes profondes des réfugiés et des personnes déplacées internes.

« Plutôt que de se réunir à une table avec nos mandats respectifs et notre part du gâteau, nous devons réellement nous rappeler que d'autres personnes attendent que nous accélérions ce qui nous incombe », dit Mohammed.

La Secrétaire exécutive de la CEA, Vera Songwe, indique que la réunion s'inscrit dans la réforme en cours visant à renforcer l'intention des Nations Unies « Unis dans l'action ». Elle souligne la nécessité de travailler ensemble pour faire avancer la cause du développement sur le continent.

« L'Afrique ne progresse que de 3,2% et nous devons créer 16 millions d'emplois chaque année pour garantir à nos jeunes des emplois et résoudre les problèmes de paix et de sécurité », informe-t-elle.

« Nous ne pouvons pas continuer à parler de développement en silos parce que nous savons que si nous devons améliorer la mortalité maternelle, nous devons avoir une meilleure eau potable. Nous savons que si vous devez améliorer l'équilibre hommes-femmes, vous avez besoin d'une meilleure éducation », déclare-t-elle.

Source : Uneca



## Rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA): La réforme fiscale, la numérisation au cœur du financement du développement de l'Afrique

Un nouveau rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) indique qu'il est urgent que les pays africains élargissent et approfondissent leurs bases de collecte des impôts et des recettes tout en tirant parti des technologies numériques pour intensifier la collecte et la conformité afin de réaliser les objectifs de développement urgents. [Téléchargez votre copie ici [www.uneca.org/fr/era2019](http://www.uneca.org/fr/era2019) Lancé aujourd'hui à Marrakech, au Maroc, où se déroule la 52<sup>ème</sup> session de la CEA, l'édition 2019 du Rapport économique sur l'Afrique (ERA 2019) regrette le faible ratio recettes publiques / PIB du continent, qui était de 21,4% en 2018, soulignant que le continent doit considérablement augmenter ce ratio afin de financer de manière adéquate les programmes de développement nationaux cruciaux, ainsi que ceux énoncés dans l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063.

Le rapport, dont le thème, « La politique budgétaire pour le financement du développement durable en Afrique », affirme que les recettes publiques sur le continent peuvent augmenter de 12 à 20% du PIB grâce à une collecte rigoureuse des recettes fiscales et non fiscales, notamment en harmonisant la politique fiscale avec le cycle économique.

Cela incite les États à investir dans des institutions solides et des méthodes de collecte de données avancées qui permettent de mieux contrôler les flux de revenus non fiscaux tout en les incitant à s'aventurer dans des domaines difficiles à taxer tels que l'agriculture, le secteur informel et l'économie numérique.

Réformer les systèmes d'administration fiscale en recourant à la numérisation, s'abstenir de toute incitation fiscale improductive et devenir très discipliné en matière de dette, sont d'autres propositions visant à élargir les ressources publiques au financement du développement en Afrique.

Le continent pourrait augmenter ses recettes fiscales de 99 milliards de dollars, soit 4,6% du produit intérieur brut (PIB) par an, s'il décidait rapidement de mettre en œuvre cette recommandation, selon le rapport.

Il y a beaucoup à faire en tirant parti des systèmes numériques pour générer des revenus.

Par exemple, le Rwanda a augmenté la collecte de ses recettes de 6% du PIB en introduisant la fiscalité électronique et l'Afrique du Sud a utilisé les paiements d'impôts en ligne pour réduire les coûts de mise en conformité de 22,4% tout en réduisant le délai de conformité à la taxe sur la valeur ajoutée de 21,8% cent.

Toutefois, l'amélioration des résultats en matière de fiscalité et de recettes ne peut être basée uniquement sur l'efficacité fiscale, mais également sur la prestation de services publics essentiels pour réduire les inégalités et encourager la croissance économique et la conformité, indique le rapport.

Source : Uneca

Cela devrait aller de pair avec la lutte contre la corruption et le renforcement de la responsabilité afin de réduire les inefficacités dans la collecte des impôts.

La publication souligne également l'importance des multinationales et des sociétés d'État qui dominent le secteur de l'exploitation des ressources naturelles.

« Toutefois, les sociétés multinationales ont également la capacité d'adopter des stratégies internationales complexes d'évitement fiscal qui transfèrent les bénéfices des activités économiques sous-jacentes vers des juridictions peu taxées ou non taxées, comportement qualifié d'érosion de la base et de partage des bénéfices », fait savoir le rapport.

L'élimination des lacunes des accords existants avec les multinationales pourrait augmenter les recettes fiscales des gouvernements concernés d'environ 2,7% du Produit intérieur brut (PIB), des fonds pouvant être utilisés pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), ajoute le rapport.

L'Afrique a un énorme déficit de financement estimé entre 11 et 13% du PIB par an si elle doit réaliser les cibles des Objectifs de développement durable des Nations Unies et de l'Agenda 2063, mais l'édition 2019 montre que cet écart peut être rapidement comblé.

« Pour atteindre ces deux objectifs, l'Afrique doit augmenter son taux d'investissement intérieur à 30-35% du PIB annuel et tripler son taux de croissance de 3,2% à environ 10% par an », informe M. Adam Elhiraika, Directeur de la Division de la macroéconomie et de la gouvernance à la CEA qui a coordonné les travaux sur le rapport.

« ERA 2019 est très opportun pour l'Afrique, car il explore les moyens complets de financer le développement dans une période où les ressources de financement ont été réduites à néant par les retombées de la crise financière mondiale de 2008 et par le renversement du prix des produits de base en 2014 », affirme la Secrétaire exécutive de la CEA, Mme Vera Songwe.

Elle s'est montrée optimiste, « Bien que ces précédents aient rendu difficile la mise en œuvre du Programme de développement de l'ONU à l'horizon 2030 et du Programme de développement pour l'Afrique, l'Agenda 2063 de l'Union africaine pour une Afrique prospère, intégrée et en paix, je suis convaincue que la nécessité de générer des revenus supplémentaires pour financer ces programmes de développement sera beaucoup plus facile pour les pays africains qui tiennent compte des recommandations soigneusement formulées dans ce rapport ».

« La CEA a fait un si bon travail avec le Rapport économique sur l'Afrique 2019 dans la mesure où nous demandons à la Commission d'aller plus loin », dit M. Mambury Njie, Ministre gambien des finances et des affaires économiques, qui ajoute « nous savons maintenant où le problème [avec la mobilisation des ressources internes pour le développement] se situe ».

L'un des moyens d'aller plus loin se trouve dans la question, « Comment pouvons-nous faire en sorte que la politique budgétaire soutienne la transformation structurelle Afrique » ? s'interroge le Ministre égyptien de la planification, M. Ahmed Kamaly

Lors du lancement, les intervenants ont également demandé à la CEA d'approfondir ses recherches sur l'influence des incitations fiscales sur les investissements et la collecte des recettes, bien que les experts s'accordent généralement pour dire que les incitations ne font pas une grande différence.

D'autres ont suggéré que la Commission entreprenne des études sur la manière d'intégrer le secteur informel dans l'économie formelle pour obtenir davantage de recettes et cherche à accompagner les États membres dans la mise en œuvre des conclusions et des recommandations du rapport.

Un message global à retenir de ERA 2019 « est qu'en Afrique nous avons un défi à relever pour le financement des ODD mais ce défi n'est pas insurmontable, il peut être résolu avec des efforts sérieux et ciblés pour mobiliser davantage de recettes intérieures par le biais de la politique fiscale », résume M. Elhiraika.

Source : Uneca





## Banque mondiale : David Malpass succédera à Jim Yong Kim le 1er février 2020

C'est lui. David Malpass, le sous-secrétaire aux Affaires internationales au département américain du Trésor, est le successeur de Jim Yong Kim qui quitte la présidence de la Banque mondiale. Ce loyaliste de Trump devra prendre les commandes de la Banque mondiale au 1er février 2020.

En effet, le candidat de la Maison Blanche à ce poste, David Malpass, s'est retrouvé seul dans la course. Le candidat libanais n'ayant pu finalement matérialiser sa démarche pourtant annoncée.

« Le conseil d'administration a reçu une nomination et annonce que cette personne sera considérée pour ce poste », a indiqué un communiqué officiel de la Banque, qui entend entériner cette désignation avant les réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) prévues du 8 au 14 avril 2019.

Auteur des critiques acerbes

Agé de 62 ans, David Malpass occupe actuellement le poste de sous-secrétaire au Trésor américain en charge des affaires internationales. Ce vétéran des administrations Reagan et George HW Bush a tenu des propos acerbes pour plusieurs politiques de la Banque mondiale.

En 2017, il a critiqué durement les institutions internationales, les jugeant dépenaillées, « pas très efficaces » et « souvent corrompues dans leurs pratiques de prêts » et s'est plusieurs fois interrogé sur la pertinence de soutenir des projets en Chine, par exemple, en dépit du poids de cet état devenu la seconde puissance économique mondiale.

« Il ne fait aucun sens que des pays à plus hauts revenus obtiennent des

ressources de la banque, quand des pays plus pauvres pourraient en faire un meilleur usage », avait-il déclaré.

L'ascendance des Etats-Unis

Le poste du président de la Banque mondiale a toujours été une chasse gardée des Etats-Unis d'Amérique. Il est traditionnellement attribué à un américain selon un tacite partage des rôles qui veut que la direction de l'autre institution de Bretton Woods (le FMI), revienne à un européen. Ce n'est pas pour rien.

En effet, les États-Unis détiennent 16 % des droits de vote au Conseil d'administration de la Banque mondiale. Et pour devenir président de cette institution, le candidat américain doit obtenir l'approbation de ce conseil d'administration qui compte 25 membres.

Il y a lieu de rappeler que M. Jim Yong Kim devrait partir le 1er février 2020 pour rejoindre une entreprise impliquée dans des investissements d'infrastructure dans les pays en développement.

Cependant, dans le contexte de la guerre économique sans merci que se livrent Pékin et Washington, difficile évidemment d'occulter les éventuelles conséquences de cette nomination très politique. Ce choix s'inscrit par ailleurs dans la stratégie de sape des plateformes du multilatéralisme impulsée par Donald Trump depuis le début de son mandat.

Source : Eric Tshikuma



## Brexit : les députés votent contre tous les scénarios qu'ils ont proposés

Huit fois non. Les députés britanniques ont voté mercredi 27 mars au soir contre les huit options destinées à trouver une solution alternative à l'accord de retrait de l'Union européenne négocié par la Première ministre Theresa May et déjà rejeté à deux reprises par le Parlement.

Parmi ces scénarios, qu'ils ont eux-mêmes proposés, figuraient une sortie sans accord, une union douanière avec l'Union européenne ou encore une renonciation au Brexit dans le cas où aucun accord n'était approuvé par les députés.

Les députés se sont contentés d'entériner le report de la date du Brexit, après l'accord donné par les dirigeants européens.

Ce vote vient illustrer un peu plus le chaos du parlement, incapable de se mettre d'accord pour sortir de l'impasse du Brexit. La presse britannique n'a d'ailleurs pas été tendre avec les élus. The Sun dénonçait une "farce intégrale", et The Daily Express une "série décousue de votes" n'ayant résolu aucun problème.

The Guardian s'est lui fendu d'une suite de huit "no" en guise de gros titre de son édition de ce jeudi 28. "Le Parlement a finalement son mot à dire. Non. Non. Non. Non. Non. Non. Non. Non", ironise le quotidien. Et de déplorer dans son éditorial : "Une fois encore, les questions vitales sur l'avenir du pays sont submergées par les eaux troubles de la politique interne au parti conservateur".

Quelques heures avant ces votes infructueux, Theresa May avait mis son poste dans la balance pour tenter d'arracher un vote en faveur de l'accord de retrait négocié dans la douleur avec l'UE, que les députés ont déjà rejeté deux fois.

L'opposition paraît impatiente de la faire chuter. Son annonce "prouve que dans ses négociations chaotiques sur le Brexit elle a mis la gestion de son parti avant l'intérêt du public", a réagi le chef du parti d'opposition travailliste, Jeremy Corbyn.

Le gouvernement doit convaincre 75 députés pour faire passer son accord. Il aurait déjà fait changer d'avis à l'ex-ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, candidat potentiel à sa succession, selon un proche de ce champion du Brexit.

Source : *Le Huffington Post*



## Le gouvernement veut relever le niveau de langue exigé pour devenir Français

**Le gouvernement prévoit de renforcer l'exigence du niveau de Français demandé aux candidats à la naturalisation française, mais promet une accélération de la procédure.**

Le niveau de français exigé pour obtenir la nationalité va être relevé, mais la procédure ira plus vite pour ceux qui remplissent les critères, a affirmé jeudi le Premier ministre Édouard Philippe. "Le ministre de l'Intérieur me proposera d'ici l'été des mesures visant à renforcer l'exigence du niveau de Français des candidats" à la naturalisation, à l'image de ce qui a été fait pour la carte de séjour, pour laquelle le niveau de maîtrise de la langue a été "rehaussé", a-t-il affirmé lors d'une cérémonie de naturalisations au Panthéon. "En revanche, pour ceux qui remplissent les conditions de manière manifeste, les démarches doivent aller plus vite" par exemple en "dématérialisant" un certain nombre de procédures, a assuré Édouard Philippe.

**"Près de 30 % des demandes" rejetées pour "non-respect" des obligations**

Le Premier ministre remettait leur décret de naturalisation à 274 personnes. "La France ne vous demande pas d'oublier qui vous êtes, ni d'où vous venez" mais "de partager et de respecter ses principes et ses traditions" parmi lesquelles le principe de laïcité qui "n'est pas négociable", a affirmé Édouard Philippe. Alors que l'antisémitisme connaît aujourd'hui "un regain insupportable", il a martelé que "ceux qui professent des thèses racistes et antisémites ne sont pas dignes de

devenir des citoyens français et ne le seront jamais".

La France ne vous demande pas d'oublier qui vous êtes, ni d'où vous venez mais de partager et de respecter ses principes, ses traditions. Cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française de nos nouveaux concitoyens. [pic.twitter.com/cqhnhd37sl](https://pic.twitter.com/cqhnhd37sl)

Dans un contexte de baisse de 7 % du nombre de naturalisations l'an dernier (à 77.778), le Premier ministre a rappelé que "près de 30 % des demandes" sont rejetées pour "non-respect" des obligations. "Ceux qui affirment que la France souffrirait d'un système trop laxiste se trompent, et choisissent délibérément de tromper", a-t-il affirmé.

**Le droit d'asile, un "trésor national" à "protéger"**

Plaidant pour "la même logique" qu'en matière d'asile et d'immigration, il a défendu "un principe d'ouverture et de qualité de l'accueil" pour ceux qui ont droit au séjour et de "grande fermeté républicaine" pour les autres. "Nous devons aussi nous interroger, sans fausse pudeur et sans naïveté, sur les raisons qui poussent le nombre de demandeurs d'asile à augmenter en France alors qu'il baisse en Europe", a-t-il affirmé. La France a reçu 122.000 demandes d'asile l'an dernier (+22 % sur un an). Le droit d'asile est "un trésor national" et "pour le protéger, nous devons lutter sans merci contre ce qui est peut être considéré comme des détournements du droit d'asile", a-t-il assuré.

*Source : Europe 1*



## La nouvelle porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye prend ses fonctions

La passation de pouvoir entre Benjamin Griveaux et Sibeth Ndiaye, nouvelle porte-parole du gouvernement a eu lieu ce lundi matin.

Emmanuel Macron a fait entrer au gouvernement trois trentenaires choisis parmi ses plus fidèles soldats, ses conseillers Sibeth Ndiaye et Cédric O, ainsi que la députée Amélie de Montchalin, resserrant les rangs autour de lui pendant cette période de crise.

Choix surprise, Sibeth Ndiaye, sa conseillère presse réputée pour son franc-parler, est nommée à 39 ans au poste stratégique de porte-parole du gouvernement, à la place de Benjamin Griveaux, parti faire campagne pour la mairie de Paris.

La passation de pouvoir - chaleureuse - entre les deux a eu lieu ce lundi matin. "Tu seras une messagère qui se lève tôt et se couche tard. (...) Une porte-parole du gouvernement est un ministre qui parle aux Français", a déclaré Benjamin Griveaux.

Sibeth Ndiaye a, à son tour, pris la parole : "Je m'apprête aujourd'hui à franchir une marche. Cette marche, je n'ignore pas qu'elle est haute, mais si j'ai la force de la gravir c'est avant toute chose parce que le Premier ministre m'a accordé sa confiance et je suis profondément déterminée à l'honorer."

Elle a ajouté : "Je souhaite que ce ministère soit ouvert. Ce ministère qui est bien souvent considéré comme celui de la parole, je veux d'abord qu'il soit celui de l'écoute."

Amélie de Montchalin et Cédric O

Amélie de Montchalin, 33 ans, l'une des porte-voix les plus virulentes de la Macronie à l'Assemblée, est récompensée par le poste de secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, remplaçant Nathalie Loiseau désormais tête de liste LREM aux européennes.

Enfin Cédric O, conseiller de l'ombre du chef de l'Etat pour le numérique et ex-trésorier de sa campagne, devient à 36 ans secrétaire d'Etat au Numérique, le poste auparavant occupé par Mounir Mahjoubi, qui lui aussi brigue la mairie de Paris.

Il s'agit de la première expérience gouvernementale pour chacun des trois entrants, trois trentenaires dont deux n'ont jamais été élus.



## **Relations commerciales bilatérales entre la France et la RDC**

Les exportations vers la RDC avaient fortement progressé depuis le début des années 2000, passant de 20 M€ (2000) jusqu'à 244 M€, un pic atteint en 2015. Depuis lors, elles se sont contractées (237 M€ en 2016, 128 M€ en 2017 et 107 M€ en 2018). Les principaux postes d'exportations sont : les produits des industries agroalimentaires (31 M€ contre 28 M€ en 2017), les produits pharmaceutiques, en réduction régulière sous la pression des produits indiens (13 M€ en 2018, contre 34 M€ en 2017 et 99 M€ en 2016) ; les machines industrielle pour l'extraction et la construction (21 M€ +12%). Les importations françaises depuis la RDC ont progressé (19 M€ contre 15,3 M€ en 2017 soit +30%) : le bois (1 M€ +36% /2017) et les produits de la sylviculture (6 M€, stable). Notre solde commercial s'érode mais demeure positif, passant de + 112,8 M€ à + 87 M€.



## Le fils Cyril reprend du père Vincent les rênes de l'empire familial Bolloré

Jeudi 14 mars à Paris, moment d'émotion vraie lors de la passation de témoin entre le père et le fils, intronisé PDG du groupe, franchissant ainsi une étape supplémentaire dans la transition avec la nouvelle génération.

LE MILLIARDAIRE breton, principal actionnaire du groupe diversifié présent dans les médias, le transport, la logistique et les solutions de stockage d'électricité, ne demandera pas le renouvellement de son siège au conseil de Bolloré à l'expiration de son mandat en mai prochain. Vincent Bolloré cède en outre les fonctions de PDG à son fils Cyril Bolloré, 33 ans, qui occupait jusque-là le titre de directeur général délégué de la société.

« Le conseil d'administration a remercié M. Vincent Bolloré pour le travail accompli pour le développement de la société Bolloré depuis 38 ans », peut-on lire dans un communiqué publié par le groupe. Relativement discret, le cadet des fils de Vincent Bolloré, qui a fait ses armes au sein du groupe familial, est ainsi propulsé sur le devant de la scène alors qu'il est également appelé à remplacer Vincent Bolloré au conseil du groupe de médias et de divertissement Vivendi.

Vincent Bolloré qui aura 67 ans début avril, avait jusque-là évoqué la date du 17 février 2022, bicentenaire de la création de l'entreprise familiale qui porte son nom, pour passer le relais à ses enfants. Il avait déjà cédé en 2018 la présidence du conseil de Vivendi à son autre fils Yannick, dirigeant du publicitaire Havas, devenu filiale de Vivendi. « Il franchit une étape de plus dans le plan de succession qu'il a lui-même annoncé », a

expliqué une source au fait du dossier.

Il gardera la haute main

L'entrepreneur français, qui est mis en examen dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de corruption en Afrique, continuera toutefois à garder la haute main sur la société dont il reste le premier actionnaire via la holding de contrôle, la Financière de l'Odet, dont il a été nommé le jeudi 14 mars PDG. Sous sa houlette, l'ancienne papeterie familiale qu'il a reprise au début des années 1980 alors qu'elle était en grande difficulté est devenu un empire industriel pesant plus de 11 milliards d'euros en Bourse.

Après s'être développé dans les films plastique ultra-fins, le groupe Bolloré est devenu un acteur de premier plan dans le transport et la logistique en particulier en Afrique.

Plus récemment, il est devenu l'actionnaire de contrôle du géant des médias et des divertissements Vivendi dans lequel il a porté sa participation à 26 % en 2018. Dans son communiqué, le groupe Bolloré a par ailleurs fait état d'un chiffre d'affaires en hausse de 7 % à données comparables

en 2018 à 23,02 milliards d'euros. Son résultat opérationnel a bondi de 25 % pour atteindre 1,3 milliard d'euros.

Le conglomérat diversifié dans le transport, la logistique et les médias Bolloré a publié la semaine passée des résultats conformes aux attentes des analystes, portés par la consolidation en année pleine de Vivendi.

Le fils cadet de Vincent Bolloré, qui était jusqu'ici directeur général délégué et président de Bolloré Transport & Logistics, se voit ainsi confier les rênes de l'empire familial après que son frère Yannick a été nommé l'année dernière à la présidence du conseil de surveillance de Vivendi.

#### Groupe Bolloré en chiffres

En 2018, le résultat net consolidé du groupe diversifié s'est établi à 1,11 milliard d'euros, contre 2,05 milliards en 2017, où il avait bénéficié de 1,01 milliard d'éléments d'impôts exceptionnels liés à Vivendi. Retraité de cet effet, le bénéfice net de l'année écoulée est ressorti en hausse de 7 %. Le bénéfice net part du groupe (hors participations minoritaires) s'est établi à 235 millions d'euros, contre 699 millions d'euros en 2017. Le résultat opérationnel a atteint 1,30 milliard d'euros, contre 1,12 milliard un an plus tôt.

Déjà publié, le chiffre d'affaires s'est établi à 23,02 milliards d'euros, en hausse de 26 % en données publiées et de 7% à taux de change et périmètre constants. Les analystes interrogés par FactSet tablaient en moyenne sur un résultat opérationnel de 1,32 milliard d'euros et sur

un résultat net part du groupe de 324 millions d'euros. Par divisions, la branche Communication, qui inclut Vivendi ainsi que certaines activités dans les médias et les télécoms, a dégagé un résultat opérationnel de 940 millions d'euros en 2018, en hausse de 20 %. Bolloré a précisé avoir déduit de ce résultat la contribution de Telecom Italia, soit 108 millions d'euros en 2017, reclassée en mise en équivalence non-opérationnelle.

La branche Transport et Logistique a vu son résultat opérationnel progresser de 4 % en 2018, à 511 millions d'euros, grâce à la bonne marche des terminaux portuaires en Afrique et à la croissance des volumes dans la commission de transport notamment en Asie. La division de Logistique pétrolière a publié un résultat opérationnel de 34 millions d'euros, en baisse de 6 % en raison d'incidences sur stocks négatives. La branche Stockage d'électricité et Solution a accusé une perte opérationnelle de 152 millions, contre 164 millions un an plus tôt.

Le conseil d'administration de Bolloré proposera à l'assemblée générale du 29 mai prochain un dividende de 0,06 euro par action, stable par rapport à 2017. Le chiffre d'affaires 2018 du groupe Bolloré est en hausse de 7 %, à 23,024 milliards d'euros à périmètre et taux de change constants. En données publiées (et donc en incluant 13,924 milliards de Vivendi, consolidé depuis avril 2017), il est en hausse de 26 %.

Le résultat opérationnel du groupe s'établit à 1,301 milliard d'euros, en progression de 25 % par rapport à l'exercice 2017. Le résultat net part du groupe ressort pour sa part à 235 millions d'euros contre 695 millions d'euros en 2017, compte tenu des éléments favorables de 2017.

*Source : BEF AVEC LES AUTRES*





## RDC : Le Groupe Rawji crée deux sociétés d'assurances

L'Autorité de régulation et de contrôle des assurances (ARCA) a annoncé, ce jeudi 28 mars, l'octroi des agréments et autorisations à 4 sociétés d'assurances et 2 sociétés de courtage d'assurance.

« Sont donc agréées en qualité de sociétés d'assurances : Activa Assurance RDC, Société financière d'assurance Congo (SFA CONGO), Rawsur SA, Rawsur Life SA », a dit le directeur général de l'ARCA, Alain Kaninda, lors de la conférence de presse tenue à l'occasion de l'annonce de ces premiers agréments dans le secteur.

Parmi ces quatre sociétés d'assurances, deux appartiennent au Groupe Rawji, propriétaire de la banque commerciale congolaise Rawbank, à savoir Rawsur SA

**RAWBANK**  
  
 is my bank.

Source : [actualite.cd](http://actualite.cd)

RAWGOLF



**TOURNOI  
RAWBANK**  
LES 6 ET 7 AVRIL 2019

**INSCRIPTION AU CAPITANAT**

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 04 AVRIL 2019

AU PROGRAMME :  
COMPETITION , REMISE DE PRIX , TOMBOLA , COCKTAIL

2<sup>ème</sup> édition

# Formation



## Thème

**comprendre la psychologie des clients  
et déclencher la décision d'achat**



**Alexandra UKABA-KIZIZIE**



**Le 10 et 11 avril 2019, de 13h-17h 00'**



**Institut Français, 141, avenue des ronds points  
Goma-RD Congo**

**Frais de participation**  
100 USD (membre)  
150 USD (non membre)

# rdc nri

CONFÉRENCE

LE DÉVELOPPEMENT ÉNERGETIQUE  
FACE À LA DEMANDE MINIERE

# KOLWEZI

## 11-13 AVRIL 2019

inscription: [www.fec-conference-energie-rdc.com](http://www.fec-conference-energie-rdc.com)

○ **KATEBI**

LES PLACES  
SONT LIMITÉES

**Pour Tout Contact**

[nnsuku.nn@gmail.com](mailto:nnsuku.nn@gmail.com)

[p.dia@fec-rdc.com](mailto:p.dia@fec-rdc.com)

Paiement :

Intitulé du paiement RDC NRJ 2019



FEC



FEDERATION DES ENERGIES  
CONGOLAISES

**12-15 juin** | Pullman  
**2019**

**DIVERSIFICATION  
 & TRANSFORMATION**



**Entrée gratuite**  
 Horaire d'ouverture au public  
 de 10 h à 18 h

- Visiter les stands
- Participer aux conférences et ateliers
- Rencontrer les décideurs lors de rendez-vous interprofessionnels

# ★ PAVILLON ★ FRANCE



Cette année et pour la première fois,  
la CCIFC sera présente à la  
**Mining Week**, du 19 au 21 Juin 2019.  
Venez nous rejoindre sur le **Pavillon France**.